

Le 1^{er} mai 2010 : Ensemble, Exprimons partout notre colère

Les attaques contre les salariés du secteur sanitaire et social, qu'ils soient du public ou du privé, n'ont jamais été aussi brutales et générales ;

- Restructurations et regroupements tout azimut qui entraînent la suppression de milliers d'emplois dans les hôpitaux mais aussi dans les établissements médico-sociaux,
- Plans d'économies généralisés s'attaquant aux acquis sociaux, aux jours RTT...
- Précarisation accrue des emplois,
- Suppression de la catégorie active (droit à la retraite à 55 ans) aux infirmières et spécialisées de la fonction publique hospitalière,
- Remises en cause des principaux acquis des conventions collectives du secteur (CCN 66 et CCN 51),
- Individualisation des salaires et des carrières comme dans les centres de lutte contre le cancer,
- Obligation à s'inscrire à des ordres professionnels rejetés par plus de 80% des professionnels concernés (infirmières, kinés, podologues ...)

Pas un(e) seul(e) salarié(e) de notre secteur n'échappe à des mesures régressives !

Les résistances s'organisent !

De nombreux conflits sociaux ont éclaté ces dernières semaines :

- dans les hôpitaux de l'AP-HP, contre les restructurations,
- dans des établissements sociaux comme à Emmaüs ou au Samu social de Paris, pour les salaires et contre la précarité,
- dans la CC66 pour la défense des acquis de la convention collective,
- mais aussi parmi certaines professions : infirmiers anesthésistes, permanenciers des centres 15, pour leur reconnaissance professionnelle.

Au-delà de ces différentes revendications, tous expriment un ras le bol face à la dégradation continue de leur situation au travail.

La crise a bon dos !

- les entreprises du CAC 40 ont renoué avec leurs super-profits,
- les banques qui ont reçu des aides publiques n'ont jamais été tant profitables,
- les bonus des dirigeants et autres "traders" explosent,
- les revenus des plus riches ont progressé de 20% en 2009, bouclier fiscal oblige !

Les salariés sont en droit de réclamer des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et des retraites, une autre répartition des richesses.

Concernant les retraites, le catastrophisme n'est pas de mise !

Au-delà de réussir les manifestations du 1er mai, nous devons nous préparer à mener des actions interprofessionnelles de grande ampleur. Nous devons imposer le refus d'un recul de l'âge légal de départ en retraite et un nouvel allongement des durées de cotisation, seules solutions actuellement retenues par le gouvernement.

Pourtant d'autres solutions existent, notamment le relèvement des cotisations patronales.

Si l'on prend le scénario le plus défavorable du Conseil d'Orientation des Retraites (COR), il faudrait 3 points de PIB supplémentaires (la totalité de la richesse produite) à l'horizon 2050, soit une augmentation de 10,4 points de cotisations lissée sur 40 ans, soit 0,26 point par an. Personne ne peut sérieusement affirmer qu'une telle augmentation mettrait en danger l'économie !

**LE 1^{ER} MAI, ENSEMBLE, DANS L'UNITE,
MANIFESTONS A ARRAS
10H00 - PLACE DE LA GARE**



tous ensemble !



RETRAITES

EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT, CONDITIONS DE TRAVAIL,

1^{ER} MAI A ARRAS - MANIFESTATION
10H00 – PLACE DE LA GARE

